



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 2 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Carrières d'Haims

12 lieu-dit « Le Prieuré de Remeneuil »
86230 Usseau

Références : 2026 125 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0007202875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 janvier 2026 de la carrière à ciel ouvert de calcaire exploitée par la société Carrière d'Haims, implanté lieu-dit « Les Taillis de Bauvais » 86310 Haims. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite du 31 juillet 2025, des constats avaient été relevés concernant le point d'eau compensateur, les eaux rejetées et les mesures acoustiques, nécessitant la mise en œuvre d'actions par l'exploitant. La présente visite s'inscrit dans le cadre du suivi des suites données à ces constats.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières d'Haims
- Lieu-dit « Les Taillis de Bauvais » 86310 Haims
- Code AIOT : 0007202875
- Régime : Autorisation

La prolongation et l'extension de cette carrière de calcaire sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2007-D2/D3-354 du 15 octobre 2007, pour une durée de 25 ans. La déclaration de début d'exploitation date du 15 mai 2009. Un arrêté préfectoral complémentaire, n° 2023-DCPPAT/BE-027 en date du 1er février 2023, a été pris à la suite de la modification des aménagements préliminaires concernant le point d'eau compensateur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point d'eau compensateur	Arrêté complémentaire du 1 février 2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Eaux rejetées	Arrêté préfectoral du 15 octobre 2007, article 3.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Bruit	Arrêté préfectoral du 15 octobre 2007, article 3.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de notre visite, il a été constaté que la création de la mare, prévue comme l'une des dispositions visant à compenser l'impact de la carrière sur le plan d'eau initial, a bien été réalisée. Il est à noter que l'analyse annuelle en sortie du séparateur à hydrocarbures est prévue au cours du premier trimestre 2026 et fait l'objet d'un devis signé. Par ailleurs, concernant les mesures prises afin de respecter les niveaux d'émergence acoustique, une nouvelle campagne de mesures devra être réalisée afin d'en valider l'impact.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point d'eau compensateur

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 1 février 2023, article 2
Thème : Risques chroniques, Compensation : Suivi des suites de la visite du 31 juillet 2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. L'article 2.5 – Paragraphe 2.5.5 « Point d'eau compensateur » de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007 susvisé est modifié comme suit :</p> <p>« Pour compenser l'impact de la carrière sur le plan d'eau initial, l'exploitant met en œuvre, dans un délai d'un an à partir de la notification du présent arrêté, les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement n°1 : végétaliser le bassin d'incendie (zone 1) ; • Aménagement n°2 : réduire la circulation des engins sur la zone 3 du 1^{er} avril au 30 juin ; • Aménagement n°3 : création d'une mare bâchée suivant le rapport d'expertise écologique (zone 2). <p>Ces opérations sont accordées aux conditions de la note technique du 16 octobre 2022 en ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place un suivi écologique sur l'ensemble des aménagements précités. Il est réalisé tous les ans les 3 premières années puis tous les 5 ans.</p> <p>Les comptes-rendus de suivis sont adressés, chaque année de suivi, avant le 31 décembre à l'inspection des installations classées.</p> <p>Des adaptations pourront être apportées aux mesures par l'inspection des installations classées en fonction des résultats des suivis. »</p>
<p>Constats lors de la visite du 31 juillet 2025 :</p> <p>Les aménagements prévus pour compenser l'impact de la carrière sur le plan d'eau initial n'ont pas été réalisés. L'exploitant évoque les fortes précipitations survenues en septembre et octobre 2023 et 2024 pour justifier cette non-réalisation. Un nouvel inventaire des amphibiens a été réalisé, donnant lieu à un rapport de suivi en date du 26 juillet 2025. Ce rapport propose des aménagements actualisés, en réponse aux préconisations formulées dans la note précédente datant de 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement n°1 : Végétalisation du bassin d'incendie (zone 1)

<p>Modification proposée : Afin d'accélérer la colonisation d'une partie du bassin par une végétation favorable aux tritons, il est recommandé de favoriser en priorité l'installation de plantes amphibies (joncs, massettes, roseaux, etc.), la colonisation naturelle par des plantes strictement aquatiques étant relativement lente. À cet effet, il conviendrait de mettre en place dans le bassin des matériaux émergeant légèrement au-dessus du niveau des basses eaux estivales, offrant une surface émergée d'environ 2 m². L'aménagement proposé devra donc être plus conséquent en volume de matériaux que celui prévu en 2022.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement n°2 : Limitation de la circulation des engins sur la zone 3 <p>Modification proposée : Aucune modification. Les préconisations de 2022 sont maintenues en l'état.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement n°3 : Création d'une mare bâchée <p>Modification proposée : Les fortes pluies de 2023 et 2024 ont entraîné d'importants apports de fines argileuses dans les parties ouest et centrale de la fosse d'exhaure. Afin d'éviter un colmatage prématuré, il est proposé de déplacer la future mare vers la partie est de la fosse, où la largeur du carreau est d'environ 7 mètres. Les autres caractéristiques et préconisations d'aménagement de cette mare restent inchangées par rapport au projet initial de 2022.</p> <p>Constats lors de la présente visite :</p> <p>Il a été constaté la réalisation d'une mare (aménagement n° 3), conformément au rapport d'expertise écologique. La végétalisation du bassin incendie a été réalisée partiellement (aménagement n° 1). La surface de matériaux déversés en fond de bassin est inférieure aux 15 à 20 m² mentionnés dans le rapport d'expertise écologique.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant la végétalisation du bassin incendie (aménagement n° 1), la surface de dépôt minéral en fond de bassin, actuellement inférieure aux 15 à 20 m² mentionnés dans le rapport d'expertise écologique, devra être confirmée par l'écologue. Dans le cas contraire, il conviendra de respecter la prescription initialement prévue. Il conviendra également de s'assurer que la capacité de 120 m³ demeure disponible, compte tenu de l'aménagement proposé et réalisé. Celui-ci ne devra en aucun cas porter atteinte à l'intégrité de la réserve incendie. Ce point devra être confirmé.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Eaux rejetées

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 15 octobre 2007, article 3.2.4.1</p>
<p>Thème : Risques chroniques, Séparateur hydrocarbures : Suivi des suites de la visite du 31 juillet 2025</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les eaux de ruissellement sont collectées en point bas du site dans un fossé d'infiltration. Les eaux éventuellement rejetées à l'extérieur du site respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; • la température est inférieure à 30[±] C ; • les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872) ; • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ; • les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur</p>

24 heures. En ce qui concerne les MEST, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. »

Constats lors de la visite du 31 juillet 2025 :

Il n'y a pas eu d'analyse annuelle en sortie de séparateur à hydrocarbures mais uniquement une vidange du dispositif réalisée le 5 février 2025 par la société Protec.

Constats lors de la visite :

La demande de prélèvement et d'analyse a fait l'objet d'un devis signé avec l'entreprise IANESCO en date du 10 septembre 2025. L'intervention est prévue au cours du premier trimestre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Réaliser le contrôle annuel du rejet du séparateur à hydrocarbures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 15 octobre 2007, article 3.4.1

Thème : Risques chroniques, Bruit : Suivi des suites de la visite du 31 juillet 2025

Prescription contrôlée :

« [...] Un contrôle des niveaux sonores est effectué au plus tard 1 an après la mise en service de l'extension accordée par le présent arrêté, puis tous les 3 ans. [...] »

Constats lors de la visite du 31 juillet 2025 :

Un rapport n° E6462 daté de juillet 2025, faisant suite à la campagne de mesures réalisée le 16 juillet 2025, nous a été transmis. Les conclusions du rapport indiquent que les activités du site génèrent un niveau d'émergence conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral aux points 1 (Bauvais) et 3 (La Caillauderie), mais non conforme au point 2 (Saint-Maixent). Les seuils à ne pas dépasser en limite des zones à émergence réglementée (ZER) sont respectés aux points 1 et 3, mais pas au point 2. Des mesures correctives doivent être mises en œuvre sur le site concernant le point 2, notamment lorsque les vents sont orientés de l'Ouest à Sud-Ouest, pendant les campagnes de concassage-criblage. Les merlons positionnés autour du groupe mobile ne suffisent pas à atténuer les émissions sonores en direction du hameau de Saint-Maixent.

Constats lors de la présente visite :

Nous notons l'engagement de l'exploitant à limiter les campagnes de concassage lorsque les vents sont orientés de l'Ouest à Sud-Ouest, après vérification sur un site météorologique dédié. Une étude d'émergence sera réalisée lors d'une campagne de concassage, lorsque les vents seront inverses, à savoir d'Est à Nord-Est. Un projet d'extension de la carrière est en cours de finalisation et devra permettre de repositionner les unités de traitement dans un secteur limitant les impacts, ainsi que, si nécessaire, la mise en place d'écrans adaptés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous transmettre les résultats suite à la réalisation d'une nouvelle campagne acoustique afin de valider l'efficacité des actions pré-citées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois